

**CONFRONTATIONS
EUROPE**

COMPTE RENDU

**PETIT DÉJEUNER AUTOUR DE
CLAUDE IMAUVEN, PRÉSIDENT DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'ORANO**

Compte rendu

COMPTRE RENDU



Une rencontre autour de Claude Imauven, Président du Conseil d'administration d'Orano.

Confrontations Europe organisait le 27 mars dernier, au Cercle de l'Union Interalliée, une rencontre et un petit-déjeuner autour de Claude Imauven, Président du Conseil d'administration d'Orano, groupe français spécialiste et leader du secteur des combustibles nucléaires.

Un moment d'échange qui fut l'occasion d'éclairer la stratégie d'Orano et surtout la perception de cet acteur sur l'avenir de l'agenda nucléaire français et européen et de la place du nucléaire dans notre mix énergétique, à l'aune des objectifs européens tels que fixés dans le Pacte vert pour l'Europe ; la réduction de 55% des émissions de CO2 d'ici à 2030 pour viser la neutralité climatique d'ici à 2050.

1. Un "printemps du nucléaire"

La prise de conscience croissante de l'urgence de lutter contre le réchauffement climatique, la volonté de renforcer la souveraineté énergétique européenne et les différentes conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine sont autant d'éléments conjoncturels qui contribuent à une relance du développement de l'énergie nucléaire.

Le jeudi 7 mars 2024, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, et Roland Lescure, ministre délégué chargé de l'Industrie et de l'Énergie, se rendaient sur le site de la Hague. Bruno Le Maire y a alors annoncé la décision de poursuivre la stratégie de traitement-recyclage au-delà de 2040.

Quelques semaines plus tard, les 21 et 22 mars avait lieu à Bruxelles l'important Sommet sur l'énergie nucléaire, marqué par les déclarations de la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen et un tournant dans le discours de la Commission sur le rôle du nucléaire dans la lutte contre le réchauffement climatique. En quelques mots, le nucléaire est désormais reconnu de vive voix comme pouvant jouer un rôle important dans la transition propre.

2. Orano et l'histoire du nucléaire en France

L'entreprise Orano, créée en 2018, est l'héritière de Cogema (Compagnie générale des matières nucléaires) fondée en 1976. Cette dernière était alors le fruit de la grande période de Politique industrielle de la France et s'inscrit pleinement dans la lignée du programme nucléaire français, d'abord à des fins militaires puis civiles, comme le démontre par ailleurs les grands noms à sa direction : André Giraud, Georges Besse puis Michel Pecqueur.

Cogema puis Areva et enfin Orano ont développé une expertise continue tout au long du cycle nucléaire, de l'amont à l'aval. Il s'agit bien là d'une caractéristique française et d'un choix politique traduit par un attachement à une vision holistique. Autrement dit, cela se traduit par une préoccupation depuis l'accès aux ressources, puis à l'ensemble des pans du savoir-faire nucléaire. Cela a permis de consolider une vision en cycle fermé, autrement dit de l'accès à l'uranium puis à sa conversion jusqu'à son recyclage et la valorisation des matières ainsi que la gestion des déchets.

Aujourd'hui, Orano a retrouvé des finances saines (ses bons résultats ont permis au groupe de basculer dans le compartiment Investment Grade) et se projette dans un secteur d'avenir, alors que le nucléaire perd peu à peu son statut de sujet "tabou".

En quelques chiffres, ce sont 30,8 milliards d'euros en carnet de commandes et un chiffre d'affaires de 4 775 millions d'euros en 2023. Ainsi, ce sont, selon Claude Imauven, des bons résultats qui permettent un désendettement croissant du groupe et l'élaboration de nouvelles perspectives sur ses activités en termes de développement et d'investissement.

L'évolution du discours sur l'énergie nucléaire, considérée de plus en plus comme une solution à la lutte climatique, est expérimentée de manière directe et

comme une fenêtre d'opportunité par le groupe Orano mettant par ailleurs les enjeux de souveraineté nationale et européenne au cœur de ses visions stratégiques.



3. Les arguments en faveur de l'énergie nucléaire ou la fin d'un sujet tabou

a. Stratégie de diversification

La diversification des sources d'approvisionnement en uranium a toujours été au cœur de la stratégie française, y compris lorsque la France possédait encore des ressources d'uranium sur son territoire tel que sur le site de la Crouzille désormais transformé en centre de recherche.

Aujourd'hui, l'uranium utilisé par les centrales françaises provient notamment du Canada, d'Asie centrale (Kazakhstan), de l'Australie et d'Afrique (Niger). En outre, l'uranium, à la différence du pétrole ou du gaz, bénéficie d'une meilleure répartition géographique mondiale avec des ressources présentes sur les territoires de l'OCDE.

b. Concentration de l'énergie nucléaire

En second lieu, Claude Imauven précise la concentration de l'énergie nucléaire en termes de pouvoir énergétique. Pour des ordres de grandeur, 1 g de plutonium a un contenu énergétique équivalent à 100 g d'uranium naturel et à une tonne de pétrole.

c. En aval du cycle

Enfin, se pose la question du recyclage et du savoir-faire qui permet de profiter du potentiel énergétique des combustibles usés après refroidissement. Claude Imauven souligne que pour donner suite au processus de traitement, 96 % de la matière peut être réutilisée afin de fournir à terme de l'électricité. Celle-ci est constituée de 1% de plutonium et utilisée dans des combustibles MOX (Mélange d'Oxydes) : 10% de l'électricité produite en France provient de combustible MOX. Les 95 % restants sont représentés par de l'uranium recyclé qui a une teneur en uranium 235 comparable à celle de l'uranium naturel. À cet égard, la technologie de réutilisation est aujourd'hui maîtrisée mais nécessite un besoin d'investissement.

Il reste donc 4% de déchets ultimes, conditionnés à l'usine de la Hague avant un stockage définitif. Claude Imauven souligne ici le rôle des start-ups pour définir des solutions dans la transformation de ces déchets aujourd'hui non réutilisables.

d. L'élan politique, ou la renaissance du nucléaire

Le discours de Belfort, prononcé par le président de de la République le 10 février 2022 et marquant le retour d'un discours plus favorable à l'énergie nucléaire au sommet de l'État, a été suivi par la reprise de ses propositions le 3 février 2023 par le Conseil de Politique Nucléaire (CPN) ainsi que la formation de l'Alliance du nucléaire qui fixe l'objectif d'atteindre une capacité nucléaire installée de 150 GW d'ici à 2050 au sein de l'Union européenne.

De plus, au niveau international, la COP 28 s'est fait elle-même écho d'une augmentation des capacités nucléaires où 22 pays et 120 acteurs économiques ont appelé à un triplement des capacités d'ici à 2050. La relance du nucléaire est donc bien une réalité.

Ces discours politiques doivent prendre en compte les investissements nécessaires, où le rythme du nucléaire n'est pas celui des décisions politiques courantes, mais du long terme.

4. Le nucléaire en Europe et perspectives pour le leadership français

Dans cette nouvelle ère du nucléaire, la France est en position de leadership : à l'initiative de la création de l'Alliance du nucléaire en février 2023, elle bénéficiera également de la récente inclusion de la technologie nucléaire dans le Net Zero Industry Act ou encore de la création d'une alliance sur les SMR [1].

En termes d'acteurs importants internationaux dans ce secteur, il est nécessaire de considérer la Russie ainsi que la Chine qui met en œuvre une planification volontaire et efficace. Cependant, dans les rapports de force internationaux d'aujourd'hui, l'Europe possède un leadership technologique évident du fait de sa maîtrise de toutes les technologies du cycle du combustible nucléaire (minières, transformation de l'uranium, réacteurs, combustible, recyclage et services).

En effet, doubler voire tripler les investissements reviendrait, à titre indicatif, à plus de 100 G€ d'investissements dans le cycle.

[1] Retrouvez à cet égard le Dossier publié par Confrontations Europe "Perspectives européennes pour le développement des SMR" : <https://confrontations.org/perspectives-europeennes-pour-le-developpement-des-smr/>

5. Conclusion sur la position d'Orano

Orano est un acteur central d'accompagnement tout au long du cycle nucléaire. Quelques points sont mis en avant par Claude Imauven :

- Comme l'autorisation de l'extension de l'usine d'enrichissement GBII le démontre, Orano se prépare pour accompagner la relance du nucléaire dans le monde ;
- Orano a la particularité d'exercer et d'enrichir son expertise en développant de nouvelles activités. Un exemple parlant est le développement de sa filiale dans le domaine médical afin de développer un traitement contre les tumeurs par alphathérapie en phase de développement et faisant l'objet d'essais en Amérique du Nord.
- À partir de ses savoir-faire, Orano développe également une réflexion autour de la récupération de matériaux stratégiques au service de la recherche d'une souveraineté européenne particulièrement en matière de minerais rares et notamment par le recyclage des batteries, et collabore pour cela sur la base de partenariats internationaux.
- Enfin, Claude Imauven conclut sur l'attractivité de la filière nucléaire, mais sur le manque parallèle d'ingénieurs et d'ingénieures avec une parité qui est d'ailleurs loin d'être acquise. Ainsi, de nouveau, l'enjeu des compétences est fortement présent, ce qui permet de rappeler l'importance des politiques de long terme, notamment en termes de formations.



CONFRONTATIONS EUROPE



Confrontations - Bruxelles

Avenue des Arts 46

1000 Bruxelles

Confrontations - Paris

77 Avenue de Versailles

75016 Paris



@confrontations



@ConfrontationsEurope



www.confrontations.org



communication@confrontations.org

Confronter les idées, construire l'Europe